



Barbara Garbarczyk
Chargée de projets
Éducation Permanente



Analyse 2015

LES MOTS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE : USAGES POLITIQUES ET MEDIATIQUES

« La littérature joue du langage, l'idéologie se joue de nous au moyen du langage. » Pascal Durand, *Les nouveaux mots du pouvoir*, La Dispute, 2010.

DOSSIER

« LES MOTS DE L'ES »

Les mots de l'économie sociale : usages politiques et médiatiques

Les mots de
l'économie sociale :
essai d'auto-analyse

Si politiciens et grandes sociétés s'entourent volontiers d'une série de chargés de communication ou de responsables des langages¹, c'est que les mots, peut-être plus qu'il n'y paraît, ont leur poids et leur influence. Loin de dépendre seulement d'un choix esthétique ou d'un hasard, l'utilisation d'un terme (chercheur actif d'emploi) plutôt que d'autres (chômeur, travailleur sans/hors emploi) forge notre vision du monde et de ses enjeux. Autrement dit, « parler constitue une pratique sociale qui a des effets de transformation et d'action »². Assemblés les uns avec les autres puis prononcés dans l'espace public (notamment via les médias), les mots forment finalement des phrases, puis des histoires, des récits qui façonnent notre quotidien et notre imaginaire.

Entre les clichés visant à la décrédibiliser ou les tendances visant à la récupérer, que sous-entendent les mots prononcés par les pouvoirs pour parler de l'économie sociale ? Cette analyse invite le lecteur à un voyage linguistique critique, polémique et humoristique. Elle propose de faire ce que le dramaturge allemand Bertold Brecht appelait « *laver les mots* », « c'est-à-dire leur restituer leur sens original derrière le vernis consensuel qui leur avait été appliqué »³. Elle est suivie d'une seconde analyse, qui vise quant à elle à examiner le langage utilisé par les acteurs de l'économie sociale pour parler d'eux-mêmes.

Décortiquons donc dans un premier temps le monde dans lequel il n'est pas rare de lire ou entendre une affirmation du type : « *les entreprises sociales se doivent d'impacter notre société et nos politiques par la création d'emplois favorisant l'inclusion sociale et le développement de nos territoires !* »

¹ Ce sont les personnes qui préparent les discours des personnalités politiques. A propos de cette étrange fonction, voir la bande dessinée documentaire Quai d'Orsay de BLAIN et LANZAC, Dargaud, 2011.

² J. BOUTET, *Le pouvoir des mots*, La Dispute, 2010, p.10.

³ I. MARTINACHE, « Josiane Boutet, Le pouvoir des mots », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 03 mars 2015. URL : <http://lectures.revues.org/1214>

POURQUOI FAIRE ATTENTION AUX MOTS ?

Depuis un certain temps déjà, de nombreuses réflexions sur le langage ont été menées dans le champ de l'économie sociale. Et pour cause, les termes même « économie sociale », « entreprise sociale » ou encore « entrepreneuriat social » ne recouvrent pas les mêmes réalités et les mêmes enjeux⁴. Cette analyse est donc dans la continuité d'un travail antérieur, tout en abordant également un autre aspect : comment les pouvoirs parlent-ils de l'économie sociale ? Par « pouvoirs », nous entendons principalement les pouvoirs politiques (politiciens), économiques (patrons) et médiatiques (journalistes), c'est-à-dire ceux dont la parole est souvent rendue publique et considérée comme « légitime », même si elle n'est pas dénuée de novlangue, ou langue de bois (voir encadré). Il est effectivement intéressant de se pencher sur cette question car les mots ne sont jamais neutres, ils portent en eux leur lot de promesses et de déceptions, mais surtout, ils véhiculent une certaine idéologie. À force de les entendre, qu'on le veuille ou non, ils façonnent notre conception du monde et de ses enjeux. En d'autres termes, nous nous méfions des manières de voir le langage comme « *un moyen neutre et consensuel de transmettre de l'information entre des citoyens libres de leur jugement et égaux entre eux* »⁵.

L'enjeu est donc finalement de taille : il ne s'agit pas moins de « *faire apparaître comment s'impose la langue de la domination ; comment dénouer les liens qu'elle tisse ; comment reprendre le contrôle de nos pensées pensées par le langage* »⁶.

LA NOVLANGUE : UN ART À LA MODE

La novlangue, appelée également la langue de bois, est le « *langage convenu et rigide destiné à dénaturer la réalité* » nous dit le Larousse. Généralement, on utilise ce terme pour qualifier « la parole publique », c'est-à-dire celle des personnalités politiques, médiatiques, académiques ou encore économiques, lorsque celle-ci est consensuelle et vise à manipuler (ou masquer) des faits, dans le but de faire passer une idéologie. Avez-vous par exemple remarqué que les mots « ouvriers », « classes sociales » ou « lutte des classes » ont disparu du discours public ? Cela ne fait certes pas disparaître les réalités qu'ils recouvrent, mais « *ce n'est pas sans effet sur la représentation qu'une société se fait de son organisation, comme de celle des acteurs sociaux ainsi exclus* »⁷.

Les origines orwelliennes

La novlangue apparaît dans le célèbre roman de George Orwell, *1984*. Le régime totalitaire fictionnel inventé par l'auteur met au point une langue nouvelle, qui va peu à peu remplacer l'anglais... Celle-ci est censée empêcher toute critique du régime en place : « *Ne voyez-vous pas que le véritable but de la novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées.* »⁸

⁴ Voir notre analyse « Economie sociale, entreprise sociale, entrepreneuriat social : les enjeux d'une évolution » (2014). Pour une réflexion sur les mots, voir notre démarche « récits » à travers l'étude « ... et qu'est-ce que ça change ? ». Toutes deux téléchargeables sur www.saw-b.be.

⁵ D. MAINGUENEAU, « Josiane Boutet, Le pouvoir des mots, 2010. Paris, La Dispute, 193 pages », Mots. Les langages du politique [En ligne], 97 | 2011, mis en ligne le 15 novembre 2013, consulté le 04 mars 2015. URL : <http://mots.revues.org/20553>

⁶ F. MATHIEU, *Jamais sans ma novlangue !*, Le décodeur de poche, 2014.

⁷ I. MARTINACHE, « Josiane Boutet, Le pouvoir des mots », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 04 mars 2015. URL : <http://lectures.revues.org/1214>

⁸ G. ORWELL, *1984*, chapitre V.

Les techniques

Comment pratique-t-on la langue de bois ? Les techniques sont multiples, en voici quelques-unes : renommer la réalité pour l'adoucir en apparence (« plan social » plutôt que « licenciements massifs », « contrat hybride » plutôt que « contrat précaire »), utiliser des mots qui semblent « expert » (trajectoire budgétaire, handicap salarial, frappes chirurgicales...), répéter des concepts vagues sans les définir (prendre ses responsabilités, restaurer le dialogue, se tourner vers l'avenir...), effacer les rapports de force (« concertation sociale » plutôt que « lutte des classes »)⁹...

NOUS AVONS SÉLECTIONNÉ POUR VOUS...

Voici donc quelques mots qui reviennent souvent dans le vocabulaire utilisé pour parler de l'économie sociale, et qu'il est intéressant d'interroger. Cela ne veut pas dire que ces mots sont à bannir car ils sont « mauvais », mais bien de réfléchir à ce qu'ils signifient dans la bouche de celles et ceux qui les prononcent, aux histoires qu'ils nous racontent lorsqu'ils s'unissent entre eux, et questionner les évidences. Ce n'est pas si facile de détricoter les mots du pouvoir, car rien n'est très explicite, et tous les discours sont en général emprunts de bonne volonté.¹⁰

« Economie subsidiée »

« L'économie sociale = économie subsidiée ». Voilà un stéréotype qui a la vie dure. Face à ce constat, au moins trois remarques. Premièrement, nombre d'entreprises d'économie sociale paient des taxes et des impôts et ont accès, à certaines conditions, tout comme d'autres entreprises, à des aides à l'emploi. Une partie de l'économie sociale (et notamment un certain nombre de coopératives) ne bénéficie donc d'aucune forme d'aide spécifique de la part de l'État. Deuxièmement, si de nombreuses ASBL¹¹ et entreprises sociales perçoivent une aide financière, c'est aussi parce que leur finalité sociale prend en charge des services d'intérêt général et répond à des besoins de publics spécifiques ou d'une manière originale, et que l'État ne peut le réaliser de manière aussi efficace ou aussi ciblée. Pour une comparaison plus parlante, reprocherait-on à une entreprise qui construirait une route d'être subsidiée ? Non, car la route est un bien public accessible à tous, ce qui est également le cas pour l'aide à la personne ou un service de soin soutenus par l'État par exemple. Troisièmement, pour prendre de la distance par rapport à cette problématique, il peut être utile de rappeler que nombre d'entreprises classiques bénéficient également d'une certaine forme d'aide de l'État, et notamment sous forme de baisse de cotisations sociales censée stimuler la création de l'emploi. Cependant, aucune forme de garantie de contrepartie n'est pourtant mise en œuvre.

⁹ Pour plus d'exemples, consulter le Dictionnaire de la langue de bois de la SCOP Le Pavé : <http://www.scoplepave.org/dictionnaire-de-la-langue-de-bois-98>

¹⁰ À ce sujet, nous renvoyons également vers le travail effectué par « Tout Autre Chose », mouvement contre l'austérité, qui s'efforce de déconstruire « les mots du pouvoir » (les discours sur le traité transatlantique, sur les « charges sociales » dont la diminution devrait créer de l'emploi...). <http://www.toutautrechose.be/>

¹¹ Rappelons que les ASBL représentent environ 90% des entreprises sociales en 2012 : cf. « Baromètre des entreprises sociales en Belgique », Académie des entrepreneurs sociaux, juin 2014.

« Emploi »

« Alors alors, combien d'emplois crée l'économie sociale ? » Les consultants en économie sociale s'arrachent parfois les cheveux à cette question récurrente, et souvent centre d'intérêt principal de la part des politiques. Par ailleurs, parfois, quand les « grands médias » parlent de l'économie sociale, c'est surtout pour mettre en avant le fait que, malgré la « crise », il y a peu de licenciements, voire il y a de la création d'emplois. Bien-sûr, c'est vrai et c'est plutôt positif en soi, mais aussi terriblement réducteur. Vanter les mérites de l'économie sociale sous l'unique aspect de gisement d'emplois potentiels, c'est occulter le fait que, derrière le mot « emploi », il y a aussi le mot « travail ». Et c'est également vers cet idéal qu'aspire l'économie sociale : travailler autrement. Comment ? En mettant l'humain et non le profit au centre, en accordant de l'importance à l'activité, au savoir-faire, en impliquant les travailleurs dans les processus de décision... Le but de l'économie sociale n'est pas de créer des emplois. L'emploi n'est qu'un moyen au service d'une finalité différente : relocaliser l'économie, travailler avec des personnes précaires ou ayant des problèmes de santé, développer des produits sains et écologiques, favoriser le commerce équitable ou les circuits courts, fournir de l'énergie renouvelable... Autrement dit, l'économie sociale n'est pas vouée à être une béquille au service de la politique d'emploi, mais est un projet politique en soi.

« Impacter »

Il a fait son apparition dans le *Petit Robert* en 2006 et dans le *Petit Larousse* en 2010, et depuis, il fait fureur : médias, politiques et experts en tout genre l'adorent ! Ce néologisme anglais vient du nom « impact », qui était utilisé pour « évoquer un effet d'une grande violence »¹². Il est à présent davantage utilisé comme synonyme d'*affecter*, d'*avoir des conséquences sur*, ou d'*avoir de l'influence sur*... Pour les entreprises d'économie sociale, tout comme pour les ONG ou associations caritatives, l'heure est aujourd'hui à la « mesure de l'impact social » ou encore « mesure de la performance sociale ». Il semble évidemment légitime d'évaluer le résultat et l'impact de nos actions¹³. Cependant, la frontière entre « évaluation constructive et bienveillante » et « justification du droit à exister » peut s'avérer plus floue qu'il n'y paraît. Par ailleurs, présenter les finalités sociales des entreprises comme un bon placement pour « l'impact investing »¹⁴ n'est-il pas discutable ?

C'est à se demander si l'injonction d'*impacter socialement* ne garde pas un soupçon de son origine sémantique : une violente pression.

« Innovation sociale »

L'innovation, terme à la mode s'il en est un, est un « processus d'influence qui conduit au changement social et dont l'effet consiste à rejeter les normes sociales existantes et à en proposer de nouvelles »¹⁵. A priori, la définition semble plutôt correspondre aux aspirations de l'économie sociale, qui a toujours cherché à répondre à des besoins nouveaux ou non satisfaits, tout en voulant également changer l'économie. Mais on le sent, l'innovation (sociale) est vite devenue une expression à la mode : associé au *social business* qui attire de nombreuses multinationales, elle aurait vocation à répondre à des problèmes sociaux tout en développant de nouveaux marchés. L'Europe adore l'innovation, qui est au cœur de ses nouvelles politiques. Elle compte d'ailleurs sur les

¹² <http://www.academie-francaise.fr/impacter>

¹³ Nous avons publié plusieurs analyses sur le sujet, disponibles sur notre site.

¹⁴ « L'impact investing pour financer l'économie sociale et solidaire ? », communiqué de presse de France Stratégie, disponible sur www.strategie.gouv.fr.

¹⁵ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/innovation/43196>

entreprises sociales pour y arriver car celles-ci « *sont une pierre angulaire de l'économie de marché sociale pluraliste européenne* (sic). *En proposant des solutions innovantes, elles peuvent constituer des moteurs de l'évolution sociale et, par conséquent, apporter une précieuse contribution à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020*¹⁶ ». Pour arriver à ces fins d'innovation, l'Europe propose aussi à la Belgique de supprimer l'indexation des salaires par exemple. En cela, « innovation sociale » semble finalement rimer avec recherche effrénée de croissance. Mais où est le « changement social », initialement présent dans la définition du terme « innovation »¹⁷ ?

« Société inclusive »

Peut-être vous souvenez-vous qu'il n'y a pas si longtemps, on disait « insertion » ou encore « intégration »... Mais nous sommes au XXI^e siècle et c'est maintenant le terme « inclusion » qui est davantage utilisé. Et « société inclusive » est même devenue la nouvelle expression préférée de l'Europe ! Mais attention, cette inclusion doit être « active »¹⁸ : elle doit permettre à « *chaque citoyen, y compris aux plus défavorisés, de participer pleinement à la société, et notamment d'exercer un emploi.* » Elle se fera grâce à « l'investissement social » qui consiste à « *investir dans les personnes en adoptant des mesures pour renforcer leurs compétences et leurs capacités et leur permettre de participer pleinement au monde du travail* »¹⁹. La société sera donc effectivement inclusive pour celles et ceux qui s'intègrent sur le marché de l'emploi. Rien de neuf sous le soleil, donc.

Par ailleurs, promouvoir à la fois une « société inclusive » en vue de lutter contre « la pauvreté » et mettre en œuvre une politique d'austérité n'est-il pas pour le moins contradictoire ? D'aucuns regrettent en effet que les politiques d'inclusion cherchent sans cesse à vouloir intégrer les marginalisés, les exclus (comprendre, les pauvres), en masquant la violence économique de certains acteurs (comme les grandes multinationales) et sans finalement remettre en cause les fondements des inégalités. En cela, « inclusion » semble parfois tristement rimer avec « intégration des valeurs néolibérales ».

« (Douce) utopie pour de (doux) rêveurs »

Dans une société où « rationalité » et « bon sens » riment avec « recherche de profit » et « austérité » (et, chose notable, certains n'y voient aucun paradoxe), il semble presque naturel de taxer d'utopistes celles et ceux qui croient (et prouvent) qu'une autre manière de travailler et de penser l'économie est possible. Médias et politiques ne manquent pas d'imagination pour trouver des moyens de décrédibiliser les discours qui changent des leurs : tantôt en prenant un air paternaliste en les qualifiant de « rêveurs »²⁰, tantôt en prenant un air de mépris en les qualifiant de « grogneurs »²¹. Et les femmes qui luttèrent pour leur droit de vote, les ouvriers qui réclamèrent des congés payés, les équitables pionniers de Rochdale qui fondèrent la première coopérative : utopistes ou grogneurs ? Vous souvenez-vous que Gandhi aurait dit « *d'abord ils vous ignorent, ensuite ils vous raillent, ensuite ils vous combattent, et enfin vous gagnez* » ?

¹⁶ http://recma.org/sites/default/files/changement_social_et_innovation.pdf

¹⁷ Pour un approfondissement des enjeux de l'innovation, voir notre analyse « Innovation, innovation sociale et innovation sociétale. Du rôle des parties 'surprenantes' », téléchargeable sur www.saw-b.be.

¹⁸ Pour la définition complète de « inclusion active », voir sur le site de la Commission Européenne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1059&langId=fr>

¹⁹ Pour la définition complète de « l'investissement social », voir sur le site de la Commission Européenne : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1044&langId=fr>

²⁰ Un autre qualificatif fréquemment utilisé est le terme « bisounours ».

²¹ Avez-vous remarqué que de nombreux journaux, en parlant des grèves et manifestations de la fin d'année 2014, ont utilisé l'expression « mouvement de grogne » (prenant ainsi littéralement leurs concitoyens pour... des cochons) ?

POUR (NE PAS) CONCLURE

Nous avons ainsi observé que les pouvoirs médiatiques, économiques ou politiques (c'est-à-dire la parole publique, « légitime ») ont tendance à parler de l'économie sociale à travers deux processus distincts : d'une part en y attribuant une série de clichés (souvent infondés) visant à décrédibiliser le mouvement, d'autre part en tentant de « récupérer » les valeurs de l'économie sociale à leur compte. C'est que le capitalisme a des intestins capables de digérer bien des résistances, à intégrer les « alternatives » dans son propre système et même faire en sorte qu'elles le renforcent. En témoigne aujourd'hui l'utilisation du terme « développement durable » dans la bouche des politiciens et des multinationales de tout bord²².

Avec cet exercice de prise de recul par rapport au langage, et de tentative de réappropriation des mots, il s'agit aussi d'aller à l'encontre des histoires qu'on nous raconte tous les jours, de « *diffamer ceux qui monopolisent la fable qui les dit fameux* »²³.

Il est nécessaire et important d'analyser le langage du pouvoir (politique, médiatique), qui lui-même, façonne notre manière de penser, de concevoir le monde. Il s'agit d'une première étape critique et cruciale, mais néanmoins insuffisante pour celles et ceux qui ne souhaitent pas se contenter de donner des leçons. C'est pourquoi nous invitons les lecteurs à consulter également notre deuxième analyse, « les mots de l'économie sociale : essai d'auto-analyse » qui propose de passer de la critique à l'autocritique, en analysant les mots utilisés par les acteurs de l'économie sociale pour parler d'eux-mêmes. Nous y proposerons également quelques perspectives et quelques pistes d'action concrètes.

²² Pour une analyse approfondie de l'expression « développement durable », voir par exemple S. LATOUCHE, *Le pari de la décroissance*, Fayard, 2006.

²³ A. DESNAULT, *Gouvernance*, Lux éditeur, 2013, p.190.

LES ANALYSES DE SAW-B




Rédigées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les analyses de SAW-B se veulent des outils de réflexion et de débat. Au travers de ces textes, SAW-B souhaite offrir la possibilité aux citoyens mais aussi, plus spécifiquement, aux organisations d'économie sociale de décoder – avec leurs travailleurs et leurs bénéficiaires – les enjeux auxquels ils sont confrontés dans leurs pratiques quotidiennes. Cette compréhension des réalités qui les entourent est essentielle pour construire, collectivement, les réponses et dispositifs adaptés aux difficultés rencontrées. Ces analyses proposent également aux travailleurs de l'économie sociale de poser un regard critique sur leurs pratiques et leurs objectifs mais aussi sur notre société, ses évolutions, nos modes de consommations, de production, de solidarité, etc.

Ces textes ne sont pas rédigés « en chambre » mais sont le résultat direct des interpellations des acteurs de terrain. Nous vous invitons à les prolonger en nous relayant vos interpellations, commentaires et propositions. Si vous le souhaitez, au départ d'un de ces sujets d'analyse, nous pouvons aussi co-organiser avec vous une animation sur mesure au sein de votre entreprise sociale ou de votre groupe citoyen.

Nos analyses sont disponibles sur notre site www.saw-b.be, à côté de nos études, où elles sont classées selon les thématiques suivantes :

- Contours, objectifs et fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Définitions et objectifs de l'Economie sociale
 - o Fonctionnement de l'Economie sociale
 - o Démocratie économique et participation
 - o Frontières de l'Economie sociale
 - o Financement de l'Economie sociale
- Economie sociale et enjeux politiques
 - o Enjeux européens et internationaux
 - o Enjeux belges et régionaux
 - o Economie sociale et société
- Economie sociale et travail
 - o Insertion socioprofessionnelle
 - o Sens du travail
- Produire et consommer autrement
 - o Distribution et alimentation
 - o Logement
 - o Services
 - o Environnement
 - o Culture



SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises) est un mouvement pluraliste pour l'alternative économique et sociale. Créée en 1981, l'ASBL rassemble les femmes et les hommes qui construisent une économie centrée sur le respect de l'humain et de l'environnement et non sur le profit. Ses membres représentent plus de 300 entreprises sociales - soit 15 000 travailleurs - en Wallonie et à Bruxelles : des ASBL, des coopératives, des fondations et des sociétés à finalité sociale actives dans de nombreux secteurs tels la culture, la formation, la santé, les énergies, les services à la personne, ...

SAW-B vise à défendre, représenter et développer l'économie sociale et les entreprises qui la composent. Elle est reconnue comme agence-conseil par la Wallonie et comme acteur d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Toutes nos analyses sont sur www.saw-b.be.